L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

153 | janvier-mars 2000

Observer Nommer Classer

Marc Abélès & Henri-Pierre Jeudy, s. dir.,
Anthropologie du politique

Paris, Armand Colin, 1997, 283 p.

Jean Copans

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/17>

DOI : 10.4000/lhomme.17

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

Pagination : 303-305

ISBN : 2-7132-1316-9

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Jean Copans, « Marc Abélès & Henri-Pierre Jeudy, s. dir., *Anthropologie du politique* », *L'Homme* [En ligne], 153 | janvier-mars 2000, mis en ligne le 18 mai 2007, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/17> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.17>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Marc Abélès & Henri-Pierre Jeudy, s. dir., *Anthropologie du politique*

Paris, Armand Colin, 1997, 283 p.

Jean Copans

- 1 Cet ouvrage est paru dans la collection « U », mais cette étiquette universitaire lui attribue a priori un contenu et un style qui ne lui correspondent que marginalement. Des douze articles qui le composent, seul celui que Michel Adam consacre à la guerre constituerait une synthèse théorique et empirique digne d'un manuel sur la question traitée. Par ailleurs, la réflexion proprement méthodologique est très peu présente, sauf dans la contribution d'Yves Pourcher, remarquable mise au point des rapports entre ethnologie et histoire sur les terrains français et européens. Études thématiques théorisées pour la plupart, ces textes sont autant d'exemples d'objets politiques contemporains possibles. Ils illustrent donc, jusqu'à un certain point, un choix éditorial où se marquent bien entendu des préférences, mais aussi des lacunes, voire des oublis.
- 2 Quatre parties organisent l'ouvrage qui s'ouvre sur une introduction des deux éditeurs. La première, intitulée « Identité et ethnicité », se compose de trois textes qui évoquent aussi bien un cas européen – Valaques, Macédoine et Balkans (Jean-François Gossiaux) – qu'un cas amérindien entre créolité et indianité, celui de la Guyane (Gérard Collomb), et un exemple chinois (Sabine Trebinjac). C'est probablement la partie la plus homogène par sa perspective implicite d'ensemble où se jouent les pouvoirs de l'État moderne. On regrettera toutefois qu'aucun terrain plus classique par son traitement anthropologique ne soit en quelque sorte revisité : ne citons que l'Afrique noire qui domine si largement la tradition française. Cet « oubli » (car le Kenya, terrain de recherche de Michel Adam, aurait pu se prêter à merveille à ce genre d'exploration) est le premier signe tangible que nous avons finalement affaire à un recueil collectif comme un autre. En l'état actuel de l'offre et de la demande éditoriale universitaire, les éditeurs dévalorisent ainsi, sans s'en rendre compte (ou alors il s'agit d'une orientation incompréhensible), la portée de leurs intentions telle qu'elle se dégage de la section IV de l'introduction (« Nouveaux terrains, nouveaux problèmes » ; pp. 17-21).

- 3 La deuxième partie ne comporte que deux chapitres sous un intitulé qui recoupe le précédent : « Guerre, nation, citoyenneté ». Outre le texte de Michel Adam qui ne renvoie malheureusement qu'à la tradition purement anthropologique et non aux approches anthropo-politologiques mondiales des dix dernières années¹, on y trouve un texte-plaidoyer de Catherine Neveu en faveur de l'anthropologie de la citoyenneté. C'est un texte qui vient à son heure, mais est beaucoup plus abstrait que concret, plus philosophique que théorique au sens anthropologique du terme. J'en suis d'ailleurs personnellement déçu pour avoir jadis vanté la perspective problématique de cette collègue². En fait, cette partie fait très question de cours, et, dois-je ajouter, peut-être au mauvais sens du terme.
- 4 La troisième partie renoue avec le style de la première sur le thème plus circonscrit de « L'État et les institutions multiculturelles ». C'est d'ailleurs la plus fournie avec quatre textes. On peut laisser de côté le petit article de Pierre Bouvier qui se contente de justifier sa démarche socio-anthropologique. Bien que le rapprochement des disciplines soit à l'ordre du jour, sa conception un peu statique et mécaniste de simple juxtaposition (c'est du moins ainsi que je la lis) n'emporte pas l'adhésion. Les trois textes suivants, d'Irène Bellier, de Birgit Müller et de Bernard Kalaora démontrent par contre que l'anthropologie peut marcher allègrement sur les plates-bandes de la sociologie ou de la science politique, que ce soit à propos des institutions publiques, des entreprises ou encore de l'élaboration des nouvelles politiques publiques (en l'occurrence celle de l'environnement en France). La trajectoire scientifique d'Irène Bellier est d'ailleurs symbolique des ambitions des éditeurs puisque, comme Marc Abélès, cette anthropologue a successivement abordé un terrain exotique (Amazonie péruvienne), un terrain moderne français (l'ENA), enfin un objet européen entre tous, la Commission européenne de Bruxelles. De son côté, Bernard Kalaora est probablement celui qui cerne le plus clairement la nature des nouveaux contextes de la pratique anthropologique : « l'environnement est un champ d'étude propice à une anthropologie politique de la modernité. La question des rapports entre science, expertise, médias et politique ouvre un champ nouveau de réflexion sur la construction de l'environnement comme catégorie de l'action publique, sur la transformation que subissent les énoncés en passant de la sphère de la connaissance à celle du politique et de la communication » (p. 195).
- 5 La dernière partie concerne plus directement le politique, ou du moins les « Temps et symboliques du pouvoir », avec trois contributions. Mais la première, due à Yves Pourcher, est la seule qui réfléchisse longuement aux rapports entre oral et écrit, entre histoire et ethnologie, entre pratique ethnologique et contextes sociaux. De plus, l'auteur se réclame de Georges Balandier, ce qui rend la Lozère encore plus exotique qu'elle n'y paraît ! Marc Abélès propose une synthèse de l'ensemble de ses réflexions et terrains, tout comme Pourcher, mais sa perspective anthropologique me semble manquer d'ampleur. À relire sa problématique, on s'aperçoit qu'il s'agit de prolonger le Georges Balandier de *Pouvoir sur scènes* en se contentant d'anthropologiser sémantiquement les objets politiques. Cantonner l'anthropologie dans le registre des représentations n'est plus une nouveauté, loin de là, d'autant que le marxisme n'avait jamais effleuré ce domaine à la belle époque des années 70, que critique Abélès. Mais surtout, c'est prendre au mot un artifice du pouvoir et oublier les implications du qualificatif de social dans la tradition de l'anthropologie sociale du politique.

- 6 La véritable conclusion me semble résider dans le chapitre signé par Henri-Pierre Jeudy, « L'Anthropologie politique en question ». On y trouve une argumentation approfondie des différences entre sociologie et ethnologie (p. 234), une critique sibylline mais efficace du symbolisme anthropologique, enfin la construction d'une problématique sur la visibilité du pouvoir et le rôle de la critique anthropologique dans le domaine de l'expertise politique. On peut regretter que l'auteur cite surtout l'historien Ernst H. Kantorowicz et le pouvoir royal européen, car les questions qu'il pose sont encore plus d'actualité sur des terrains africains ou asiatiques.
- 7 Et c'est peut-être sur ce point que notre déception est la plus grande. Défendre une anthropologie du politique (et non politique), une anthropologie de la modernité, ne passe pas forcément par une occidentalisation (ou, plus prosaïquement, une européanisation ou hexagonalisation) du champ disciplinaire. L'exemple des études africaines nous rappelle que la déconstruction de l'anthropologie politique classique a suivi simultanément deux voies : celle de la construction historique (précoloniale mais aussi coloniale) et celle de la science politique. Dans ces deux disciplines, l'approche de la modernité politique (et du politique) est au cœur des problématiques. Je n'ai pas la place de développer, et une suite de noms de chercheurs ou de titres d'ouvrages n'y changerait rien. Je pense qu'il en est de même sur les terrains encore plus classiques des Amérindiens ou des populations océaniques³.
- 8 Les terrains exotiques sont *toujours modernes* et les quitter quasi définitivement ressemble plus à une fuite en avant facile qu'à une véritable reconstruction thématique et théorique. Certes, il fallait relire de manière moderne l'ethnologie européenne et souligner les compétences universelles de la discipline. Mais nous ne devons pas abandonner les terrains *autres* à des ethnologies ou sociologies nationales, voire ethniques, en gestation, qui, par la force des choses, vont faire prévaloir des patrimoines locaux qui ne sont que des traditions réinventées. Pour autant, Gérard Collomb nous explique bien la formation des espaces politiques « modernes » en Guyane, et comment les traditions s'élaborent de manière différentielle selon le champ institutionnel (département, région ou État). Il aurait été également pédagogique de montrer que les terrains anciens de la spécialisation politique de l'anthropologie sont tous soumis à cette recomposition, et que l'Europe en construction ne représente qu'un cas très particulier.
- 9 Bref, il s'agit d'un ouvrage utile et parfois passionnant, mais inégal comme tout ouvrage collectif. Car les auteurs oublient un peu trop rapidement que les terrains ethnologiques se partagent depuis l'origine une modernité parfois plus mondiale que la nôtre, et que faire le choix d'objets modernes déjà là par définition n'assure pas *a priori* l'élaboration d'une anthropologie (plus ?) moderne. Choisir l'axe de la représentation, c'est à l'évidence recourir aux vieilles ficelles de la discipline, et je ne suis pas sûr que le public étudiant, à qui cet ouvrage est destiné prioritairement, puisse s'en apercevoir. Ce serait dommage pour les recherches à venir.

NOTES

1. Qu'on ne se méprenne pas : l'anthropologie de la guerre est peu abordée en France, comme le fait remarquer à juste titre Michel Adam. Et ce texte à caractère didactique est bien utile dans un recueil qui, en fin de compte, l'est fort peu. Ce n'est pas Adam qui a tort mais les éditeurs !
2. C'est moi qui ai édité et préfacé l'édition de sa thèse, *Communauté, nationalité et citoyenneté. De l'autre côté du miroir : Les Bangladeshis de Londres*, Paris, Karthala, 1993, ce que Catherine Neveu ne mentionne même pas en note !
3. Cf. Michel Agier, s. dir., *Anthropologues en danger. L'engagement sur le terrain*, Paris, Jean-Michel Place, 1997 (« Les Cahiers de Gradhiva »). [Voir le compte rendu de cet ouvrage, par Christian Geffray, dans *L'Homme*, 1999, 149 : 211-214.]